

1278

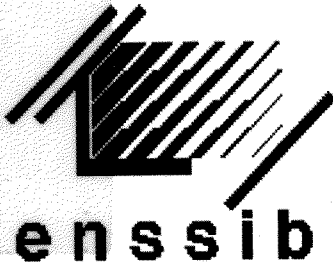
CONSULTATION SUR PLACE

PRET PEB

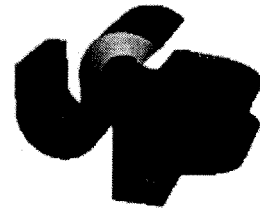
OUI

OUI

NON



Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques



Université
Claude Bernard
LYON I

DESS INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

Rapport de recherche bibliographique

**Les effets de la dévaluation du franc CFA sur le commerce
extérieur
des pays de l'Afrique de l'Ouest**

Doghri Sehl

Sous la direction de
M. Doghri

du Centre du Commerce International
Genève

BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB

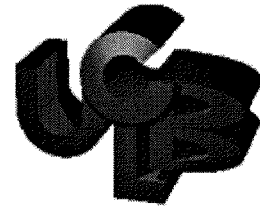


8114802

Année universitaire 1996-1997



Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques



Université
Claude Bernard
LYON I

DESS INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

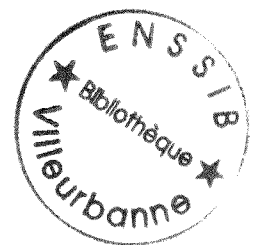
Rapport de recherche bibliographique

**Les effets de la dévaluation du franc CFA sur le commerce
extérieur
des pays de l'Afrique de l'Ouest**

Doghri Sehl

Sous la direction de
M. Doghri

du Centre du Commerce International
Genève



1997
17
10

Année universitaire 1996-1997

Les effets de la dévaluation du franc CFA sur le commerce extérieur des pays de l'Afrique de l'Ouest

Doghri Sehl

RESUME:

Les études portant sur la dévaluation du franc CFA sont nombreuses du fait de ses implications sur le développement de l'Afrique. La zone franc est divisée en deux blocs régionaux composés de sept pays de l'Afrique de l'Ouest et six pays de l'Afrique Centrale.

Une dévaluation de la monnaie commune de ces blocs, le franc CFA (Communauté Financière Africaine), est intervenue en janvier 1994 afin de relancer les économies des pays de la région.

Cette note de synthèse a pour objet l'étude des effets de la dévaluation du franc CFA sur le commerce extérieur des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Le document décrit la méthodologie de recherche qui a été faite, résume les résultats obtenus dans une courte synthèse, et fournit une bibliographie exhaustive sur le sujet.

DESCRIPTEURS:

Recherche bibliographique - zone franc - Afrique de l'Ouest - dévaluation - commerce extérieur.

ABSTRACT:

Studies on CFA franc devaluation are numerous, due to its consequences in Africa's development. The franc zone is divided in two regional blocks, composed of seven west african countries and six central african countries.

A devaluation of their common currency, the CFA (Communaute Financiere Africaine) franc, has occured on January 1994 in order to revitalize the regional economies.

This report aims at studying the effects of the CFA franc devaluation on the foreign trade of the west african countries.

This document describes the research methodology, presents a short synthesis, and gives an exhaustive bibliography.

KEYWORDS:

Bibliographic research - franc zone - West Africa - devaluation - foreign trade.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CCI: Centre du Commerce International.

CEAO: Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest.

CFA: Communauté Financière Africaine.

CNUCED: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

FMI: Fond Monétaire International.

PAS: Programme d'Ajustement Structurel.

UEMOA: Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

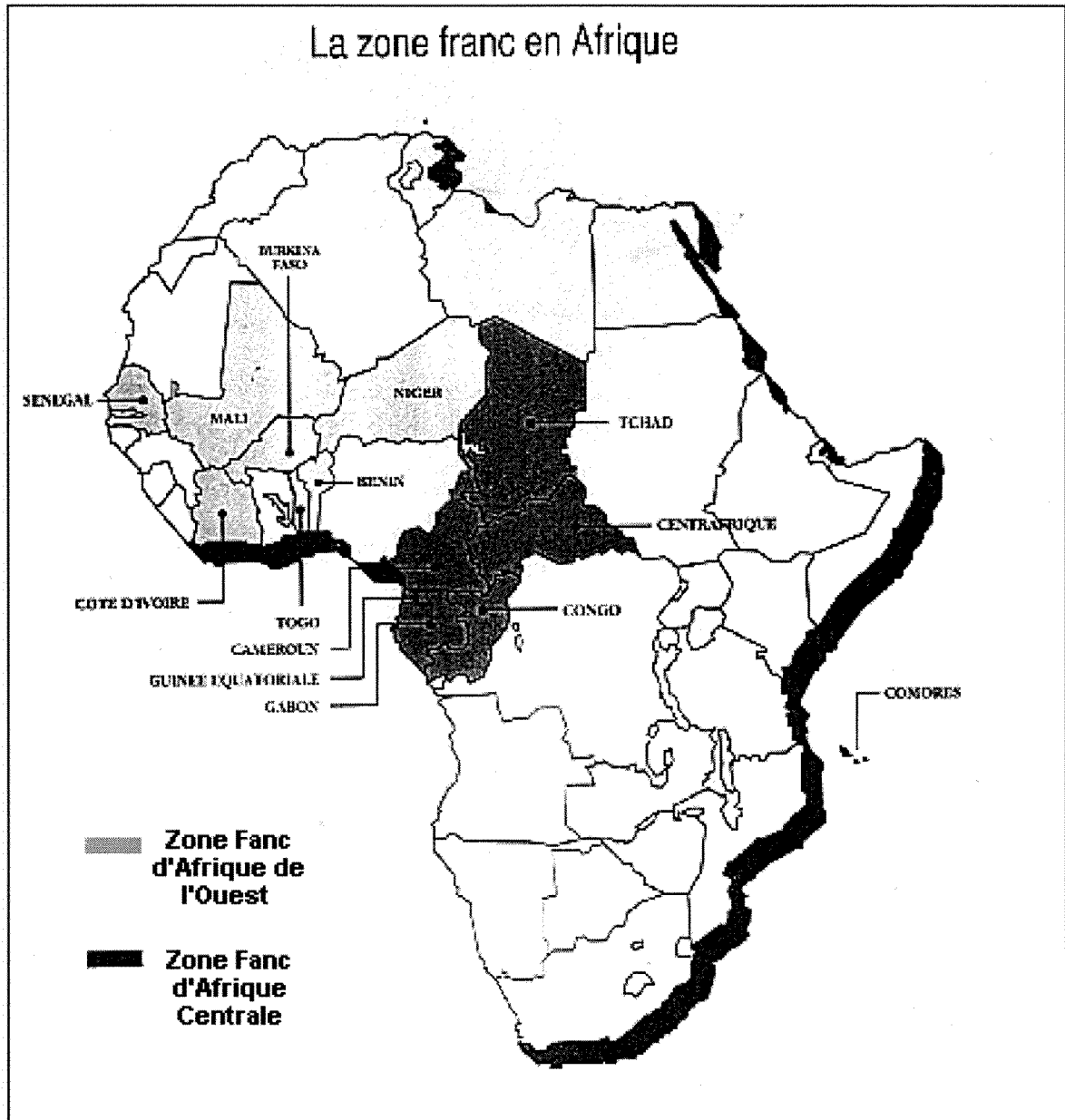
UMOA: Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

WAEMU: West African Economic and Monetary Union.

WAMU: West African Monetary Union.

TABLE DES MATIÈRES

I Introduction	p.5
II Méthodologie	p.6
2.1 Introduction	p.6
2.2 La mise en oeuvre de la recherche	p.7
2.2.1 Recherche manuelle	p.7
2.2.2 Recherche sur CD-Rom	p.8
2.2.3 Recherche sur Internet	p.10
2.2.4 Recherche sur serveur en ligne	p.11
2.3 Conclusion sur la recherche effectuée	p.13
III Synthèse	p.14
3.1 Introduction	p.14
3.2 L'Afrique de l'Ouest avant la dévaluation	p.14
3.2.1 Fonctionnement de la zone franc	p.14
3.2.2 Contexte économique à la veille de la dévaluation	p.15
3.3 La dévaluation du franc CFA	p.15
3.3.1 Les causes de la dévaluation	p.15
3.3.2 Les objectifs et la mise en oeuvre de la dévaluation	p.16
3.4 Le bilan de la dévaluation et de ses effets sur le commerce extérieur	p.17
3.4.1 Impact de la dévaluation sur les indicateurs macro-économiques	p.17
3.4.2 Impact de la dévaluation sur les filières d'exportation	p.18
3.5 Conclusion	p.20
IV Bibliographie	p.20



I INTRODUCTION

Le Centre du Commerce International CNUCED/OMC (CCI) est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique avec les pays en développement dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux. Le CCI a été créé en 1964 par l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT). Depuis 1968, il opère sous l'égide conjointe du GATT (maintenant OMC) et des Nations Unies, ces dernières agissant par l'intermédiaire de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).

Le CCI est chargé de développer et mettre en oeuvre des programmes d'assistance technique relatifs à la promotion des échanges commerciaux dans les pays en développement et les économies en transition.

Les principaux types de projets du CCI sont:

- le développement des produits et des marchés;
- le développement des services d'appui au commerce;
- les services d'information commerciale;
- le développement des ressources humaines (perfectionnement);
- l'évaluation des besoins et la conception de programmes en vue de la promotion des échanges: il s'agit de la conception aux plans national et régional de projets d'échanges commerciaux faisant appel à une analyse des potentiels d'exportation et des contraintes.

La recherche bibliographique s'inscrit dans le cadre du dernier point précédent pour l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

En effet, M. Doghri est l'administrateur principal chargé des pays francophones d'Afrique (dont les pays ouest africains) dans le département coopération technique du CCI.

Il prépare les éléments d'un programme d'assistance technique pour l'UEMOA. Cette recherche peut constituer une première base utile d'informations pour ce développement, et également par la suite, dans la mise en oeuvre au briefing des experts.

Plusieurs publications spécialisées ont été réalisées il y a deux ans, par des consultants délégués au Centre du Commerce International, mais aucune n'a été réalisée actuellement. L'ambition de cette recherche bibliographique est donc de fournir une bibliographie aussi précise que possible portant sur le sujet défini. Une synthèse est quant à elle appréciée pour rappeler les faits constitutifs de la dévaluation et une présentation de la situation économique, notamment du commerce extérieur, trois années après celle-ci.

II MÉTHODOLOGIE

1. Introduction

Une réflexion sur la stratégie de recherche a été menée avec le commanditaire, et a abouti sur des résultats concernant deux aspects: la sélection des sources et la sélection des documents.

Plusieurs sources sur lesquelles va s'effectuer la recherche ont été définis:

- les publications d'organismes internationaux: Banque Mondiale, FMI notamment;
- les publications d'institutions régionales ou gouvernementales, comme la BCEAO, la Banque de France, ou le ministère français de la coopération;
- les publications de presse économique générale ou spécialisée;
- les publications ponctuelles que ce soit des monographies, dossiers de presse, thèses, etc.

La littérature concernant la zone franc en général est abondante: plusieurs monographies notamment retracent l'histoire de la zone franc jusque dans le début des années 90.

Cependant, le sujet en lui-même porte sur la dévaluation du franc CFA, qui a eu lieu en janvier 1994, et de ses effets sur le commerce extérieur dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. De ce fait, la bibliographie répondra prioritairement à des critères qualitatifs précis:

- Les documents cités devront traiter uniquement le sujet, de préférence de manière globale et synthétique;
- ces documents doivent impérativement dater d'au plus quatre ans, c'est-à-dire 1993.

Une autre stratégie a elle été mise en place concernant la recherche proprement dite.

2. La mise en oeuvre de la recherche

Du point de vue de la mise en oeuvre, tous les supports de recherche connus ont été exploités: recherche manuelle, recherche sur CD-Rom, recherche sur Internet, recherche sur des serveurs en ligne.

Chaque axe de recherche a fourni des résultats divers. Les questions ou requêtes effectuées ont été modulées dans leur formulation, soit pour éviter le silence (manque de réponses) dans certains cas, ou le bruit (excès de réponses non pertinentes).

2.1 Recherche manuelle

La recherche manuelle s'est faite à la fois dans des bibliothèques et de centres de documentation à Lyon et à Genève.

La **bibliothèque de l'ENSSIB** a été le point de pivot de la recherche manuelle parce qu'elle fournissait divers outils de recherche d'informations:

- la sélection et la localisation de quelques monographies et publications en série, grâce aux catalogues collectifs de la bibliothèque nationale;
- la sélection des bases de données susceptibles d'être interrogées au moyen d'ouvrages spécialisés (annuaire des CD-Rom et répertoire des banques de données).

Cette dernière phase a fourni les résultats les plus probants. En effet, la recherche manuelle n'a pas permis de trouver des références "brutes", mais a indiqué des pistes de recherche nouvelles.

La **bibliothèque universitaire de Lyon 2**, spécialisée dans les sciences sociales et économiques, a fourni une aide précieuse pour la compréhension du sujet, avec une utilisation abondante d'ouvrages économiques de base et de dictionnaires des termes économiques.

Une interrogation du catalogue électronique a révélé dans l'ensemble des résultats négatifs. Du point de vue des monographies, les quelques ouvrages présents dataient de la fin des années 80, ce qui ne rentre pas dans nos critères de pertinence.

Des articles de périodiques ont cependant été trouvés, dont quelques-uns, les plus pertinents, ont été retenus.

La **bibliothèque municipale de la Part-Dieu** a été prospectée. L'avantage d'une telle bibliothèque réside dans la variété des sources et des supports de recherche. L'inconvénient principal est la difficulté d'accès aux documents recherchés.

L'interrogation du catalogue électronique de la bibliothèque a été insuffisante du point de vue des monographies. Néanmoins, elle a permis de localiser des documents approchant le sujet, par la cote du rayonnage. Un dépouillement du rayonnage a permis de trouver deux références, malheureusement non pertinentes du fait de leur date de publication. Elles ont cependant été utilisées comme document d'appoint pour la suite de la recherche.

La consultation des périodiques n'a pas donné de résultats, et ceci en partie à cause du manque de traçabilité des revues présentes.

La **bibliothèque du Palais des Nations** à Genève a fourni des références trop générales, mais utiles pour la compréhension du sujet. De nombreux documents statistiques relatifs aux économies des pays de la zone franc étaient présents, mais n'ont pas été retenues du fait de leur caractère trop primaire au sens documentaire. De plus, une pauvreté flagrante de périodiques était à noter. L'intérêt de la prospection dans cette bibliothèque résidait dans les ouvrages théoriques, et des données statistiques, tout deux bien utiles dans le cas de la préparation d'une thèse.

La recherche effectuée au **centre de documentation de l'Ecole Supérieure de Commerce** de Lyon a été positive puisqu'un dossier de presse et deux références bibliographiques pertinentes ont été trouvées.

En outre, l'un des apports du centre concernait les bases de données économiques, tant du point de vue des sources disponibles que du point de vue méthodologique.

Après obtention d'une autorisation limitée dans le temps, l'accès au **centre de documentation du CCI** a permis de trouver quelques références, en majorité des publications officielles (rapports d'organismes internationaux, notamment). Le centre de document disposait en outre d'articles de périodiques liés au sujet.

Les deux avantages procurés par cette prospection sont que le centre de document tenait une traçabilité et un archivage des périodiques, et que les références trouvées sont automatiquement valides, contrairement aux documents provenant de la recherche informatisée.

Au total, la recherche manuelle a fourni 23 références pertinentes, avec une proportion d'environ 60% en provenance des centres de documentation.

2.2 Recherche sur CD-Rom

Plusieurs bases de données économiques à caractère bibliographique existent déjà depuis quelques années. L'avantage majeur de ces bases est la possibilité de récupérer des milliers de références sur tous les domaines et provenant de toutes les sources, au simple d'acquisition du CD-ROM. Les inconvénients sont précisément le coût d'acquisition qui souvent très élevé (de l'ordre du millier ou de la dizaine de millier de francs) et la périodicité des mises à jour de la base (souvent annuelles).

Une sélection des CD-Rom au moyen d'annuaires a été faite selon deux critères: la disponibilité des bases de données et leur pertinence. Voici une liste des Cd-Rom consultés avec leur descriptif par ordre croissant de spécialisation.

Le CD-Rom de la Bibliothèque Nationale de France:

Cette base réunit 800000 notices bibliographiques d'ouvrages entrés par dépôt légal à la Bibliothèque Nationale de France (BNF) depuis 1970 jusqu'à nos jours.

Le CD-Rom Docthèses:

C'est un catalogue qui recense les thèses de doctorat soutenues en France depuis 1972 pour les lettres, sciences humaines et sociales, et depuis 1983, pour les disciplines de la santé. La localisation permet de connaître l'adresse de la bibliothèque dépôt et celle des bibliothèques qui possèdent une version sur microfiche.

Le CD-Rom Myriade Plus:

C'est le catalogue national des publications en série. Il recense plus de 250000 titres de périodiques et les localise dans plus de 2800 établissements français publics ou privés. Une description précise de chaque périodique est donnée ainsi que toutes informations afférentes aux établissements documentaires concernés.

Le CD-Rom FRANCIS:

Cette base de données bilingue français-anglais couvre l'essentiel de la littérature mondiale (périodiques, ouvrages, comptes-rendus, thèses, rapports) en sciences humaines, sociales et économiques.

Le CD-Rom CHELEM-commerce extérieur:

Construite par le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), CHELEM (Comptes Harmonisés sur les Echanges et L'Economie Mondiale) fournit une comptabilité multinationale des échanges commerciaux à travers le monde depuis 1967 sur plus de 180 pays et 32 zones régionales.

Le CD-Rom SUD:

Le Système d'Information des opérateurs en Développement (SUD) est une base qui regroupe plus de 80000 références sur les pays du sud, avec une spécialisation dans l'économie agricole.

Les questions ont été simplifiées pour la majorité de bases du fait du silence obtenu: une interrogation avec les deux mots-clés zone et franc ainsi qu'une date de publication supérieure à 1993 a été effectuée.

Pour éviter le silence lors de l'interrogation des bases trop générales, la question a été la suivante:

"Zone et franc et date de publication supérieure à 1993".

Le choix des références s'est fait alors en consultant les résumés fournis dans les notices.

Pour les bases plus spécialisées (CHELEM et SUD), l'interrogation a été plus sophistiquée se rapprochant plus de la question posée:

"Dévaluation et zone et franc et Afrique de l'Ouest et date de publication supérieure à 1993".

Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau ci-dessus:

<i>CD-ROMS</i>	<i>références trouvées</i>	<i>références retenues</i>	<i>taux de pertinence</i>	<i>taux de bruit</i>
B.N.F.	3	1	33%	67%
DocThèses	2	0	0%	100%
Myriade Plus	1	0	0%	100%
FRANCIS	2	1	50%	50%
CHELEM	6	3	50%	50%
SUD	3	1	33%	67%
TOTAL	17	6	35%	65%

Les références les plus pertinentes et les plus nombreuses ont été trouvées à 80% sur les deux bases spécialisées CHELEM et SUD.

2.3 Recherche sur Internet

Depuis la fin des années 80 (et bien avant pour le domaine scientifique), les publications d'ordre économique se sont multipliées en relation avec la mise en ligne sur le Web des principaux organismes économiques et instituts financiers mondiaux (F.M.I., Banque Mondiale, etc.). Des bases de données le plus souvent payantes fournissent des informations économiques en direction notamment des entreprises.

Internet regroupe le Web, réseau le plus connu, mais aussi des accès à des bases de données mises sur serveurs, des listes de discussion, etc.

Pour retrouver ces documents, des moteurs de recherche et des outils nombreux sont mis à disposition des utilisateurs. Le choix de ces moteurs est primordial dans toute recherche, car la pertinence et le nombre de documents varient d'un moteur à l'autre. L'autre difficulté provient de la différence de syntaxe existant entre les moteurs de recherche classiques. Il existe heureusement des métachercheurs, robots de recherche interrogeant plusieurs moteurs simples à la fois, et ceci avec une seule question.

Plusieurs métachercheurs existent, et après plusieurs essais, le choix c'est porté vers DogPile du fait de ses performances supérieures à ses concurrents (SavvySearch et MetaCrawler).

DogPile est un métachercheur qui regroupe 13 moteurs de recherche dédiés au Web, 6 moteurs dédiés aux listes de discussion (Newsgroups) et 3 moteurs dédiés aux archives FTP.

La question posée est: "*dévaluation and CFA and trade and export and west near africa*".

Celle-ci a été volontairement sophistiquée du fait de la masse de documents existant sur Internet. Cependant, plusieurs moteurs ont produit du silence, prouvant au passage leur faiblesse de conception ou leur inadéquation par rapport à la question.

Le tableau ci-dessous présente les résultats fournis par DogPile avec le détail des réponses pour chaque moteur.

<i>Moteurs de recherche</i>	<i>Réponses trouvées</i>	<i>Réponses pertinentes</i>	<i>Taux de pertinence</i>	<i>Taux de bruit</i>
<i>moteurs /Web</i>				
WebCrawler	1	0	0%	100%
OpenText	1	0	0%	100%
AltaVista	46	4	8,70%	91,30%
Lycos A2Z	0	0	-	-
Infoseek	3	0	0%	100%
Yahoo	0	0	-	-
Yellow Pages	0	0	-	-
WWW Worm	0	0	-	-
Excite Guide Search	0	0	-	-
Lycos	0	0	-	-
What U Seek	0	0	-	-
Excite Web Search	106	2	1,89%	98,11%
Deja News	0	0	-	-
HotBot	203	3	1,48%	98,52%
<i>moteurs /Newsgroup</i>				
Reference.com	0	0	-	-
HotBot Usenet Search	0	0	-	-
Infoseek Usenet Search	0	0	-	-
Excite New Search	0	0	-	-
AltaVista's Usenet Search	0	0	-	-
Deja News Old Database	0	0	-	-
<i>moteurs/FTP</i>				
Filez	0	0	-	-
FTP Search	0	0	-	-
FTP Snoopie	0	0	-	-
TOTAL	360	9	2,50%	97,50%

DogPile enlève automatiquement les doublons à chaque moteur de recherche interrogé. On remarque que Hotbot, Excite et Altavista fournissent 100% des réponses pertinentes. Ce n'est pas un hasard car ils sont considérés comme les plus performants sur le Web.

Cependant, il subsiste de nombreux problèmes qui sont autant de freins à l'expansion de la recherche sur Internet.

Le problème des doublons reste entier pour les moteurs de recherches classiques, aucun actuellement ne réussissant à les retirer.

Le second problème est lié à l'accès et à la mise à jour du document lui-même. Celui-là dépend exclusivement du producteur du document et du serveur qui l'héberge: c'est l'avantage et l'inconvénient majeurs d'Internet.

2.4 Recherche sur serveur en ligne

Dialog est un serveur américain qui regroupe plusieurs centaines de bases de données dans tous les domaines. L'accès à ces bases est payant.

La sélection des bases peut se faire de deux manières: la consultation du catalogue des bases, ou l'interrogation de Dialindex, une base mise à disposition par Dialog à cet effet.

Le choix des bases s'est effectuée par le catalogue, méthode plus sûre et n'entraînant pas de coûts.

Six bases ont été retenues, de la plus spécialisée à la plus générale.

Economic Intelligence Unit (bases 620, 627, 628, 629):

Cette base, en full text, fournit des informations économiques sur plus de 190 pays dans le monde.

ICC International Business Research (base 563):

Cette base, en full text, fournit des informations sur la situation économique de plusieurs pays dans le monde.

Business&Industry (base 9):

Cette base, en full text, regroupe plus de 600 publications relatives à l'économie et au commerce de plus de 30 pays dans le monde.

Delphes European Business (base 481):

Cette base en full text est une base de données française relative au commerce international.

IAC Business A.R.T.S. (base 88):

Cette base regroupe des extraits de publications dans le domaine des sciences sociales et économiques.

Periodical Abstracts PlusText (base 484):

Cette base regroupe des articles provenant de plus de 1600 périodiques de presse générale et économique dans le monde.

La séquence de recherche est la suivante:

? b 620, 627, 628, 629, 563, 9, 481, 88, 484

? s deval? and CFA and export and trade and (west(n)africa or WEAMU or WAMU or UEMOA or UMOA)

? s s1 and py=1994:1997

? rd

? t s1/9/all

Le tableau suivant présente les résultats de la recherche ainsi que le coût de connexion par base.

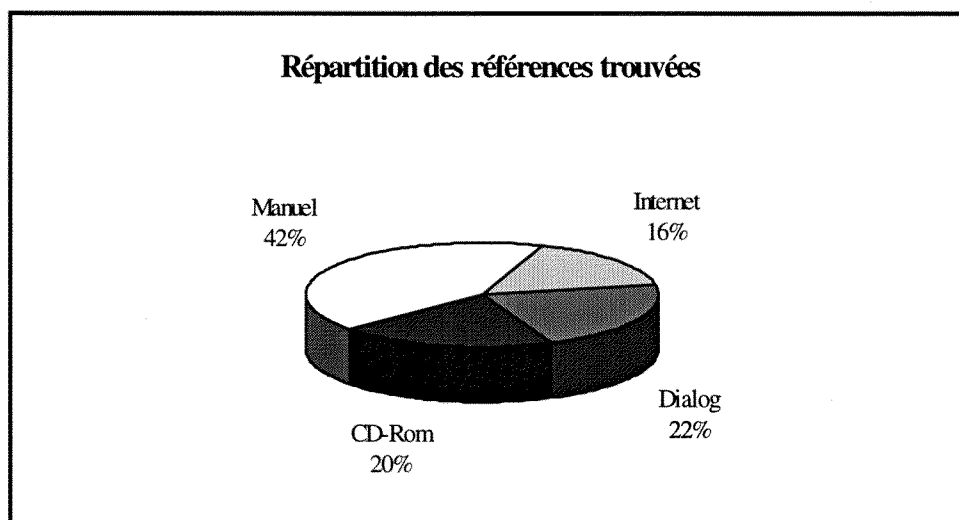
<i>Bases interrogées</i>	<i>Références trouvées</i>	<i>Références retenues</i>	<i>Taux de pertinence</i>	<i>Taux de bruit</i>	<i>Coût de la connexion</i>
Econ. Intell. Unit	9	3	33,33%	66,67%	5,49 \$
I.C.C. Int. Bus. Res.	8	3	37,50%	62,50%	9,57 \$
Business&Industry	4	0	0%	100%	2,44 \$
Delphes Eur. Bus.	3	2	66,67%	33,33%	2,8 \$
IAC Business ARTS	3	2	66,67%	33,33%	6,77 \$
Periodical Abstracts	9	2	22,22%	77,78%	4,54 \$
TOTAL	36	12	33,33%	66,67%	31,61 \$

Toutes les bases ont à peu près donné le même nombre de références pertinentes à part Business&Industry où les références étaient trop éloignées du sujet.

2.3 Conclusion sur la recherche effectuée

Les résultats ont été divers, selon la méthode de recherche utilisée.

Le graphique ci-dessous présente le nombre de références obtenues par les différents moyens de recherche utilisés:



Sur les 55 références trouvées, la moitié proviennent de la recherche classique.

On peut donc constater que pour ce type de sujet qui mêle des descripteurs spécifiques et une date de publication récente, la recherche classique au moyen de catalogues papier ou électroniques fournit presque autant de résultats que la recherche informatisée réunie, ce qui semble tout à fait équilibré.

III SYNTHÈSE

1. Introduction:

Jusque dans les années 80, la zone franc était une région économique d'Afrique où la croissance était constante et où les économies africaines étaient protégées contre les fluctuations des taux de change, du fait de la monnaie commune en cours, le franc CFA. L'un de ses grands avantages est la libre convertibilité en francs français, avantage qui s'est transformé en inconvénient lorsque des changements dans la conjoncture économique mondiale ont eu lieu dans les années 80: la zone franc a dû faire face à la perte de compétitivité de leurs secteurs d'exportation trop dépendants des fluctuations des cours mondiaux et à la spéculation sur le franc CFA qui a fait fuir les capitaux étrangers. La prise de conscience de la nécessité d'une dévaluation s'est faite fin des années 80, mais n'a pu être engagée qu'en janvier 1994, du fait de débats et controverses portant sur son utilité. Le pari de cette dévaluation est simple: réussir à relancer l'économie et en particulier le commerce extérieur, là où des années de politique d'ajustement structurel n'ont pas réussi. Pour mieux comprendre les enjeux de cette dévaluation, il convient de revenir sur l'état de la zone franc avant la dévaluation, et de confronter les résultats attendus par la dévaluation, trois années plus tard.

2. L'Afrique de l'Ouest avant dévaluation

2.1 Fonctionnement de la zone franc

La zone franc a commencé à se former durant la période coloniale dès 1939, mais a pris sa forme actuelle par la signature de traités en 1972 et 1973. La zone franc gouverne le change, et les relations monétaires entre la France et 14 de ses anciennes colonies. Pour l'Afrique de l'Ouest, un traité a été signé en 1973 qui redéfinit la coopération entre sept pays africains: le Bénin, le Mali, la Côte d'Ivoire, Le Sénégal, le Niger, le Togo, le Burkina-Faso. Ce traité met en place la Communauté Economique d'Afrique de l'Ouest (CEAO) qui s'ajoute à la structure précédente, L'Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UMOA). De plus, un institut d'émission conçu pour la gestion du franc CFA est créé: la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Des arrangements comparables ont été mis en place pour l'autre partie de la zone franc, l'Afrique Centrale.

La zone franc est caractérisée par la liberté de transfert de capitaux dans la zone, la libre convertibilité du franc CFA en francs français, une parité fixe avec ce dernier, et l'harmonisation des politiques monétaires.

Le franc CFA a subi à deux reprises la dévaluation en 1957 et en 1969.

Un contrôle des changes a été institué en 1968 pour préserver la convertibilité. Le franc CFA flotte par rapport aux autres devises depuis qu'en 1973, le franc français n'était plus maintenu dans une marge contrôlée par rapport au dollar américain.

Le fonctionnement de la zone franc a été consolidé par des programmes d'aide et d'assistance technique.

2.2 Contexte économique à la veille de la dévaluation

Depuis les années 80, la zone franc connaît des problèmes économiques.

D'un point de vue institutionnel, la CEAO n'a pas véritablement réussi à initier une intégration régionale.

Elle a été victime des détournements des avantages procurés par le statut particulier du franc CFA.

La CEAO a perdu tout crédit auprès des pays membres et subit alors une crise de paiement dans les années 90.

A cela s'ajoutent des entraves bureaucratiques et fiscales, une protection des industries nationales excessive, tous éléments d'un échec d'une intégration régionale.

D'un point de vue économique, les pays de la zone franc, dont les exportations se basent sur les produits primaires (combustibles, produits agricoles), sont touchés dès 1990 par une baisse continue du prix des matières premières sur les marchés internationaux. Cette baisse est due d'une part à une demande limitée couplée avec la constitution de stocks importants par les pays industrialisés, et d'autre part, de l'augmentation substantielle de l'offre de la plupart des produits primaires sous l'effet des programmes d'ajustement structurel (PAS) prônées par les institutions financières mondiales.

En outre, les économies nationales de la zone franc voient leur situation économique continuer à se dégrader.

Les indicateurs macro-économiques principaux sont en régression continue (par exemple le produit intérieur brut) et le déficit des finances publiques ne cesse de s'accroître du fait du poids croissant des dettes extérieures, d'autant plus que ces dettes sont financées à 50% par les recettes d'exportation.

L'investissement a stagné voire régressé à cause notamment des entraves aux échanges, et à l'insécurité des axes traditionnels de transit de marchandises, qui ont tous deux considérablement affecté les flux commerciaux dans la région.

3. La dévaluation du franc CFA

La dévaluation, longtemps repoussée, a finalement été adoptée par les 14 pays de la zone franc le 12 janvier 1994.

3.1 Les causes de la dévaluation

Les causes de la dévaluation sont de nature monétaire et économique.

La compétitivité extérieure de la zone s'est affaiblie en raison de la politique de franc fort suivie par la France. Cette politique monétaire a provoqué une appréciation du franc français (et par ricochet le FRANC CFA) contre les devises des principaux partenaires extérieurs de la zone franc. Les quelques produits exportés pour leur avantage comparatif ont ainsi vu leur compétitivité baisser, d'autant plus que les pays voisins de la zone franc pratiquent des taux de change flottants.

La dépression des cours de matières premières aidant, les déficits financiers, notamment de la balance de paiement, n'en ont été que plus graves. L'accumulation d'arriérés de paiement a handicapé le secteur productif, amenant certains producteurs à cesser pratiquement toute activité, comme dans le secteur textile.

Les efforts d'ajustement interne (contrôle des dépenses publiques, restructuration du secteur bancaire et des entreprises publiques) et le poids de la dette commerciale ont provoqué la stagnation des investissements et la fuite des capitaux.

Un facteur supplémentaire de la perte de compétitivité est l'attrait du FRANC CFA comme monnaie d'échange en dehors de sa zone d'application, en raison de sa libre convertibilité: la préférence allait pour les échanges hors zone franc. C'est ainsi que plusieurs produits agricoles et agro-industriels ne trouvaient plus acheteurs à l'extérieur et étaient même concurrencés sur les marchés intérieurs.

Cela a provoqué l'érosion des marges commerciales des entreprises, amputant ainsi toute promotion de leurs ventes et rendant inefficace tout investissement privé.

En outre, la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest avaient des balances commerciales déficitaires, alors même que le taux d'accroissement des exportations et supérieur à celui des importations. Ceci est dû à la structure des exportations, qui sont en majorité des produits primaires (produits d'extraction et surtout produits agricoles).

3.2 Les objectifs et la mise en oeuvre de la dévaluation

Une dévaluation semblait donc nécessaire pour stopper la récession dans laquelle se trouvait tous les pays de la zone franc.

Selon la déclaration commune, les objectifs de la dévaluation sont les suivants:

- l'amélioration significative de la compétitivité
- la création des conditions d'un rétablissement rapide des équilibres extérieurs et intérieurs
- le rétablissement des financements internationaux (aides et investissements)
- l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers la résorption du chômage,
- la relance des exportations des biens et services, et la réduction des importations
- l'incitation au retour de capitaux placés à l'étranger, afin de rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

Plusieurs effets de la dévaluation sur l'économie en général, et sur le commerce extérieur en particulier, étaient attendus.

Associée à des mesures de maîtrise de la demande intérieure et de développement de l'offre, la dévaluation devrait conduire à un accroissement de la productivité et de la compétitivité. Le réalignement monétaire permettrait un transfert de ressources des secteurs les moins orientés vers la croissance (et qui sont habituellement surprotégés) aux secteurs les plus dynamiques et les plus compétitifs de l'économie. Le secteur agricole pourrait être le grand bénéficiaire de la dévaluation.

L'augmentation des prix intérieurs pour les produits intérieurs pour les produits d'exportation, conséquence logique d'une dévaluation, stimulerait la productivité. Ceci pourrait notamment s'appliquer aux exportations non traditionnelles, notamment celles du

secteur industriel. Cette dynamique attirerait les capitaux privés et contribuerait à restaurer le développement des exportations.

Cette dévaluation s'est accompagnée de nombreuses mesures.

D'un point de vue **régional**, les mécanismes de fonctionnement de la zone franc ont été maintenus, mais les institutions ont été modifiées. L'ancienne CEAO, victime de son échec, laisse place à L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en août 1994. Cette institution reprend les objectifs de la CEAO, et s'inspire des modèles d'intégration régionale déjà existant dans le monde: transfert de souveraineté et convergence des politiques budgétaires, commerciales, fiscales et monétaires.

Ainsi la réalisation d'un marché financier régional en Afrique de l'Ouest adossé à des institutions financières opérant dans cette région devra permettre une mobilisation et une affectation plus efficace de l'épargne.

La recherche d'une convergence des politiques budgétaires renforcera l'impact de la politique monétaire conduite par les banques centrales. La création d'un institut régional de statistique compétent pour l'ensemble de la zone franc illustre également la volonté des gouvernements africains de coordonner leurs efforts.

D'un point de vue **national**, des mesures d'accompagnement de la dévaluation ont été prises par les gouvernants.

La maîtrise de l'inflation a été mise en oeuvre, avec une compression des revenus des salariés, et un contrôle rigoureux du prix des denrées essentielles.

La dette intérieure des Etats vis-à-vis des entreprises a été partiellement épongée et des aides leur ont été fournies pour faire face au doublement des coûts des matériels importés. Ces mesures visent à relancer l'investissement privé et à impliquer le secteur privé dans la relance.

Une relance des exportations a été favorisée par l'augmentation des prix au producteur des produits agricoles principaux.

De nombreuses réformes ont été engagées pour moderniser les structures institutionnelles, améliorer la fiscalité et les conditions de crédit, etc. Toutes ces mesures ont pour objectif de favoriser le développement du secteur privé et d'améliorer l'environnement des entreprises exportatrices.

4. Le bilan de la dévaluation et de ses effets sur le commerce extérieur

La dévaluation du franc CFA a globalement produit les effets attendus sur les économies de la zone franc: la hausse des prix a été contenue, en raison principalement d'une politique salariale rigoureuse; les activités agricoles ont été relancées, en particulier pour les produits d'exportation; les revenus des producteurs ont augmenté de façon sensible; des activités de substitution aux importations se sont développées et le commerce intra-zone s'est accru. D'une manière générale, les économies sont ressorties plus fortes après la dévaluation.

4.1 Impact de la dévaluation sur les indicateurs macro-économiques

Dans l'ensemble, les indicateurs macro-économiques ont subi une nette amélioration, comme le montrent les études conjointes de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International.

Cet extrait de tableau tiré des statistiques réalisées par le F.M.I. pour la zone UEMOA résume l'évolution du taux de croissance (en %) des principaux indicateurs liés au commerce extérieur durant la période 1990-1996:

	1990-1993	1993	1994	1995	1996
croissance réelle	0,3	-1,2	2,6	5,5	5,6
inflation	0,5	0,5	29,7	9,6	3,4
exportations en valeur	-3,3	-3,6	109,3	13,8	8,2
exportations en volume	-0,3	-3,5	4,7	7,3	8,5
importations en valeur	-0,8	-4,7	75,6	12,4	11,2
importations en volume	-0,4	-5,8	-9,9	13,5	9,1
termes de l'échange	-2,6	-2,8	3,2	8,2	-1,9
part des exports dans le PIB	25,3	24,2	35,1	34,4	34,1
part des imports dans le PIB	29,4	29,2	36,8	35,4	35,4
part balance commerciale/PIE	-10,7	-10,8	-8,0	-6,6	-6,7

La croissance constatée après la dévaluation est due principalement à la maîtrise de l'inflation et aux bons résultats enregistrés par le commerce extérieur notamment en 1995. La forte hausse de l'inflation constatée en 1994 laisse place à une tendance plus calme en 1995 et 1996. Ce rétablissement s'explique par une hausse des prix des produits importés nettement plus faible que celle induite par la dévaluation (dû notamment à la baisse des droits de douane), et par une modération de la hausse des produits vivriers et des services locaux (eau, électricité) imposés par l'Etat.

Les pays de la zone franc ont en outre bénéficié d'un renversement de conjoncture internationale providentiel en 1994, puisque les cours de matières premières se sont mis à grimper.

La reprise de l'activité économique qui en découle, particulièrement soutenue par les filières agricoles d'exportation, s'est accompagnée d'un net redressement des comptes extérieurs des pays concernés.

Ainsi, la balance des paiements retrouve une situation d'excédent en 1994, et le mouvement vers la résorption du déficit se poursuit en 1995 et 1996. Cette évolution favorable résulte d'une réduction du déficit des transactions courantes et d'une amélioration du solde des mouvements de capitaux. Ces améliorations sont liées notamment à l'importance des recettes d'exportations (la balance commerciale est de nouveau excédentaire après la dévaluation), à la reprise des financements de la communauté internationale et à de fortes entrées nettes de capitaux non monétaires.

4.2 Impact de la dévaluation sur les filières d'exportation

Le doublement de la contrepartie en francs CFA des exportations, alliée à la hausse des cours sur les marchés internationaux, a permis une amélioration substantielle de la rentabilité des **filières agricoles d'exportation** (café, cacao, coton, bois d'oeuvre, cultures maraîchères), ainsi qu'un relèvement sensible des prix aux producteurs.

Ce caractère nettement plus rémunérateur des activités tournées vers l'exportation s'est traduit, comme on l'a vu dans le tableau précédent, par une augmentation des volumes d'exportation.

La capacité de réaction de la plupart des filières au relèvement des prix s'est révélée importante.

S'agissant du café, sensible à l'apport d'intrants, dont les vergers sont en cours de restauration et pour lequel les producteurs ont bénéficié d'une importante revalorisation de leur rémunération, le rythme de reprise de la production a avoisiné les 20% en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne le coton, une augmentation de 15% en moyenne de la production a été enregistrée après la dévaluation au Togo, Mali et Burkina Faso.

Le cacao ivoirien fait exception; compte tenu de la position dominante de la Côte d'Ivoire sur le marché mondial (40% des exportations mondiales), la production n'a pas été développée. Les recettes d'exportations ont quand même été à la hausse du fait de la conjoncture internationale.

Les efforts ont été redirigés vers la filière bois qui a pleinement bénéficié de la dévaluation. Elle a dégagé des surplus importants, particulièrement en ce qui concerne les exportations de grumes. La demande pour les bois d'origine africaine est forte du fait de la réduction de l'offre asiatique; selon les experts, la tendance à la hausse des cours devrait se maintenir sur les trois ou quatre ans à venir, permettant le développement de la production de grumes, et incitant à de nouveaux investissements.

La pêche industrielle est également redevenue compétitive à l'exportation.

En ce qui concerne le **secteur industriel**, l'incidence de la dévaluation a été positive pour les entreprises dont l'activité est tournée vers l'exportation et l'import-substitution.

Il s'agit notamment des branches du textile, des huiles de palme et d'arachide, du bois et des produits de la pêche.

Malgré une structure des coûts à coefficient d'importation relativement élevé, ces activités ont retrouvé un certain gain de compétitivité par rapport aux concurrents étrangers.

Le textile burkinabé et ivoirien, le plastique et les savonnets ivoiriens en particulier, augmentent à nouveau leur volume de production et assainissent leur situation. Les conserveries ivoiriennes, qui subsistaient auparavant grâce à des subventions à l'exportation, ont ainsi désormais retrouvé leur compétitivité.

Par contre, la plupart des unités industrielles utilisant une forte composante d'intrants importés et tournées vers les marchés intérieurs voient leur activité déprimer, sous le double effet du renchérissement du coût des consommations intermédiaires et de la contraction de la demande intérieure.

En outre, la dévaluation n'a pas permis à certaines activités de surmonter entièrement leur handicap de compétitivité par rapport aux importations à très bas prix en provenance d'Asie ou du Nigeria, notamment dans le domaine des biens de consommation tels que les produits ménagers.

Par ailleurs, en ce qui concerne le développement de nouvelles activités industrielles, il est encore trop tôt.

5. Conclusion:

La dévaluation du franc CFA a amélioré, parfois très sensiblement, la compétitivité des producteurs de la zone franc, ce que des années de politique d'ajustement structurel n'avaient réussi à faire. Ces premiers résultats sont nets dans le domaine de l'agriculture et ouvrent la voie à une forte relance des productions, qu'elles soient destinées au marché africain ou au marché mondial. Cette augmentation ne suffira cependant pas à placer les économies africaines de la zone franc sur la voie d'un développement durable sans une croissance encore plus rapide des productions industrielles.

Dans le domaine industriel, l'analyse a montré que les effets de la dévaluation étaient relativement limités. En outre, les effets positifs de la dévaluation semblent s'estomper et les économies des pays concernés se retrouveront face à elles-mêmes. Et là, le constat n'est pas très positif puisque la croissance se base encore trop sur quelques activités agricoles qui sont très dépendantes des fluctuations des cours mondiaux et du résultat des récoltes.

Avec la création d'une nouvelle entité régionale, la volonté semble être affichée de promouvoir le commerce et de créer une zone de prospérité, signe fort en direction des opérateurs étrangers. Cependant, les investisseurs étrangers semblent attendre et voir comment évoluera la situation économique, malgré les efforts faits par les gouvernements pour réformer et harmoniser leur politique fiscale et leur politique de crédit.

IV BIBLIOGRAPHIE

1. **ADLAM, M.**, *A Monetary Policy to Boost Regional Competitiveness: The CFA Franc Zone*, 1993. <<http://www.cipe.org/e09/AFRPT2-3.HTM>>. (15 déc. 1996).
2. **ALIBERT, J.**, Un bilan de la dévaluation du franc CFA. *Afrique contemporaine*, n°179, juillet-sept. 1996. pp. 16-26.
3. **AUBERT, L.**, *Prise en compte des effets à long terme de la dévaluation du franc CFA sur le secteur agricole et l'environnement: le cas du Bénin*, Rennes: Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes, nov. 1995. 100 p.
4. **BA, B.**, Dévaluation du franc CFA: des questions majeures restent posées. *Afrique 2000*, n°17, avr.-mai.-juin 1994. pp. 35-43.
5. **BARRY, A.**, *Comparative advantage, trade flows and Prospects for Regional Agricultural Market Integration in West Africa: the case of Côte d'Ivoire and Mali*. Thèse, Doctorat: Michigan State University, Department of Agricultural Economics, 1994.
6. **BECART, A.**, Nouvelle zone franc africaine: la question oubliée. *Banque*, n°550, juillet-août 1994. pp. 47-49.
7. **BEN FADHL, A.**, *Pays de la zone franc d'Afrique de l'ouest: relance des exportations dans le contexte de l'après dévaluation du franc CFA et de la création de l'UEMOA*, Genève: Centre du Commerce International, déc. 1996. 137 p.

8. **BONNEFONT, P.**, Zone franc: une dévaluation compétitive". *MOCI*, n°1138, juillet 1994. pp.32-36.
9. **BROWNE, R.**, How Africa can prosper. *World Policy Journal*, n°3, vol.11, 1994. pp. 29-39.
10. **CAISSE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**, *Rapport de Synthèse sur la Relance des Economies de la Zone Franc*, Paris: C.F.D., nov. 1994.
11. CFA Franc Zone: Out of Africa. *The Economist*, 14 jan. 1995.
12. **CLEMENT, J.A.P. (sous la direction de)**, *Aftermath of the CFA Franc Devaluation*, Washington D.C.: IMF, mai 1996.
13. **CLEMENT, J.A.P.**, Striving for Stability: CFA Franc Realignment. *Finance and Development*, Washington D.C.: IMF/IBRD, juin 1994.
14. **COLLANGE, G.; PLANE, P.**, Dévaluation des francs CFA: le cas de la Côte d'Ivoire. *Economie Internationale*, n°58, 2nd trimestre 1994.
15. **DEL BUONO, M.**, *Devaluation of the CFA Franc: Two Years Later*, 1996.
<<http://www.einaudi.cornell.edu:80/Africa/notesdec96/dec3.html>>. (6 fév. 1997).
16. **DELAGE, A.; MASSIERA, A.**, *Le franc CFA: bilan et perspectives*, Montréal: l'Harmattan, 1994. 187 p.
17. Dévaluation du FRANC CFA, une nouvelle donne? *Réseaux GAO, R&D, &Stratégies alimentaires*, 1995.
18. Dévaluation et relance rapide en zone franc. *Intercoopérants Agridoc*, n°6, déc. 1995. pp. 3-6.
19. **DEYDE, D.; ROBILLIARD, A. S.; AUBERT, L.**, Impact de la dévaluation du franc CFA sur le secteur agricole, quelques propositions: le cas du Bénin et du Burkina Faso. *Notes et documents*, URPA, n°55, nov. 1995. 30 p.
20. **DHONTE, P.**, La dévaluation du franc CFA, premiers résultats. *Chroniques économiques*, n°8, août 1994. pp. 268-269.
21. **DONTI, J. et A.**, Devaluation of the CFA Franc: a shudder of upheaval in West Africa. *Cerescope*, juillet-août 1994.
22. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, Economy: economy structure. *Country Profiles-Ivory Coast*, 18 oct. 1996.
23. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, Economy: French investors are delighted. *Country Reports-Ivory Coast*, 13 jan. 1997.

24. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, External sector: merchandise trade. *Country Profiles-Ivory Coast*, 18 oct. 1996.
25. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, Foreign Trade&payments: Import substitution begins to make impact.*Country Reports-Mali*, 4 oct. 1996.
26. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, Foreign trade. *Country Profiles-Senegal*, 1 mai 1995.
27. **ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT**, Outlook for 1997-98: Inflation is under control. *Country Reports-Ivory Coast*, 4 oct. 1996.
28. **FANSI, T. M.**, *Franc CFA dévalué, les opportunités pour votre petite entreprise*, Montréal: HEC/Centre d'Etudes en Administration Internationale, 1994. 39 p.
29. **FAYE, M.**, *Les effets de la dévaluation du franc CFA sur l'offre et la demande de produits agricoles du Sénégal: exercice à l'aide d'un modèle multimarket*, Dijon: Université de Bourgogne, 1994. 85 p.
30. Franc CFA: la dévaluation du 12 janvier 1994. *Afrique contemporaine*, n°169, jan.-mars 1994. pp. 3-31.
31. **GABAS, J. J.**, *Sécurité alimentaire collective et développement endogène en Afrique de l'Ouest à la suite de la dévaluation du franc CFA*, OCDE. Paris: Club du Sahel, 1994. 38 p.
32. **GODEAU, R.**, *Le franc CFA: pourquoi la dévaluation de 1994 a tout changé*, Saint-Maur (France): Sépia, 1995. 218 p.
33. **GOREUX, L. M.**, La dévaluation du franc CFA: un premier bilan en décembre 1995. *Banque Mondiale*, déc. 1995.
34. **GREGOIRE, E.**, Niger et Nigeria: l'impact de la dévaluation du franc CFA. *Afrique contemporaine*, n°173, jan.-mars 1995. pp. 20-25.
35. **HUSAIN, I.**, Results of adjustment in Africa: selected cases. *Finance&Development*, n°2, vol.31, juin 1994. pp. 6-10.
36. La dévaluation du franc CFA. *Economie Internationale*, n°58, 1994. pp. 3-51.
37. **LE DEM, J.**, Dévaluation du franc CFA: un commentaire critique. *Economie Internationale*, n°58, 2nd trimestre 1994.
38. Les économies des Etats de la zone franc un an après la dévaluation. *Le Progrès*, n°86, 4 avr. 1995. pp.4-5.
39. **MINISTERE FRANCAIS DE LA COOPERATION**, *Bilan de la dévaluation du franc CFA*, 1995.
<<http://www.france.diplomatie.fr/frmonde/aidev/annexe2.htm#aidefrance>>. (10 déc. 1996).

40. **MINISTERE FRANCAIS DE LA COOPERATION**, La zone franc après la dévaluation du franc CFA. *Les notes de la coopération française*, 1995.
41. **NAUDET, J.D.**, *Eléments de vision économique prospective: l'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal*, Etude WALTPS, CILSS/BAD/OCDE, DIAL, document de travail n°9, nov.1993.
42. **OCDE; BAD; CILSS**, Synthèse de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest: une vision à l'horizon 2020*, WALTPS, déc. 1994.
43. **OKAMBA, E.**, Impartition et développement: enjeux pour l'entreprise dans la zone du franc CFA. *Afrique 2000*, n°19, oct.-nov.-déc. 1994. pp. 61-83.
44. **PAGNI, L.**, The CFA franc zone: what is the aim, external markets or the internal market? *Courier*, n°147, sept.-oct.-sept. 1996. pp. 10-14.
45. **PARMENTIER, J.-M.**, *Zone Franc en Afrique: fin d'une ère ou renaissance?*, Montréal: l'Harmattan, 1996. 212 p.
46. **SANDRETTO, R.**, *Zone franc: du franc CFA à la monnaie unique européenne*, Paris: l'Epargne, 1994. 301 p.
47. **SANMARCO, L.**, Tribune libre: La dévaluation du franc CFA, deux ans après. *Marchés Tropicaux*, 12 jan. 1996. pp.57-59.
48. Scherpunkt: Abwertung des Franc CFA= Focus on the devaluation of the CFA Franc. *Afrika Spektrum*, 29 fév. 1994. pp. 131-215.
49. Situation Economique, financière, et monétaire des états de l'UEMOA en 1994. *BCEAO*, mars 1995.
50. **STARY, B.**, *Dévaluation du CFA et flux transétatiques en Afrique de l'Ouest*, Talence: Centre d'Etudes d'Afrique noire, 1995. 60 p.
51. **TUBIANA, L.; JADOT, Y.**, Réunion des sous-comités, Accra Ghana 7-9 juin 1995. *Les Accords du GATT: Cadre d'analyse et Elements de Stratégie pour les pays d'Afrique Subsaharienne*, Washington D.C.: Coalition Mondiale pour l'Afrique, juin 1995.
52. **U.N. CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT**, *Integration of coastal West Africa in the Global Network (1st phase: four selected countries)*, juin 1995. <<http://www.globalcon.org/unpdc/incubator/africahp/project.html>>. (12 jan. 1997).
53. **U.N. ECONOMIC COMISSION FOR AFRICA**, *West Africa market report-October 1996*, oct. 1996. <<http://www.otal.com:80/mktrpocht.htm>>. (12 fév. 1997).
54. **WORLD BANK SECRETARIAT**, *Perspectives on Micro-Finance In West Africa*, 1995. <<http://www.worldbank.org/html/cgap/newsltr2/microfi.htm>>. (20 déc. 1996).

55. Zone franc, la dévaluation un an après. *Informations et commentaires*, n°89, déc. 1994. pp. 45-47.